

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE N° 218951/DEF/DPC/GAP/2

relative au reclassement des techniciens d'exécution et des agents de maîtrise spécialisés en qualité d'ouvrier ou d'agent sur contrat.

Du 20 décembre 1978

CIRCULAIRE N° 218951/DEF/DPC/GAP/2 relative au reclassement des techniciens d'exécution et des agents de maîtrise spécialisés en qualité d'ouvrier ou d'agent sur contrat.

Du 20 décembre 1978

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 352-1.3.1.4.

Référence de publication : BOC, 1983, p. 4437.

Diverses propositions ont été présentées aux départements des finances et de la fonction publique, afin d'améliorer la situation des techniciens d'exécution et des agents de maîtrise spécialisés.

Ces deux administrations ayant refusé de donner leur accord à toute mesure en ce qui concerne les fonctionnaires considérés, il a été décidé de ne plus procéder à aucun recrutement dans le corps des techniciens d'exécution et dans celui des agents de maîtrise spécialisés.

Cependant, afin d'offrir aux intéressés un avantage pécuniaire immédiat, et dans la mesure du possible, la possibilité de poursuivre une nouvelle carrière, il a été envisagé de permettre aux personnels qui le souhaitent d'être reclassés en qualité soit d'ouvrier, soit d'agent sur contrat.

La présente circulaire a pour objet de donner des précisions au sujet des principes de reclassement, de ses conséquences et de ses modalités pratiques.

I. LES PRINCIPES.

1.1. Les personnels seront reclassés quelle que soit leur origine, en qualité d'ouvrier (ou de chef d'équipe), mais le cas échéant, ils pourront être recasés en qualité d'agent sur contrat de l'ordre administratif (s'ils occupent fonctions administratives) ou de l'ordre technique.

1.2. Les reclassements ne doivent pas être imposés aux personnels, ils ne seront effectués que pour des volontaires. Le choix de la catégorie d'accueil ouvrier ou agent sur contrat, est laissé aux intéressés.

Par contre le niveau des reclassements — chef d'équipe ou ouvrier, groupe échelon et catégorie d'agent sur contrat (technique ou administrative) — sont laissés à l'appréciation des chefs de service.

1.3. Les reclassements devront en principe comporter un avantage pécuniaire pour les personnels ; ils se feront donc, dans la mesure du possible, à rémunération supérieure.

1.4. Les reclassements ne pourront être effectués que dans la limite des postes vacants.

Un certain nombre de postes ont été créés à cet effet au titre du budget 1979 et d'autres postes seront créés au titre du budget 1980. C'est donc à l'administration centrale qu'il appartiendra de décider si les reclassements proposés pourront ou non être réalisés.

1.5. Les reclassements ne pourront pas avoir d'effet rétroactif. Ils prendront donc effet soit du 1^{er} janvier 1979, soit d'une date à déterminer courant 1979 (en fonction des souhaits exprimés par les intéressés) soit du 1^{er} janvier 1980. Si toutefois de nombreux personnels demandaient leur reclassement, des postes pourraient être créés au titre du budget 1981 et dans ce cas, certains reclassements prendraient effet en 1981.

II. LES CONSÉQUENCES.

II.1. La réglementation.

L'attention des personnels désireux d'opter pour un reclassement en qualité d'ouvrier ou de contractuel sera appelée sur le fait qu'ils se verront appliquer, une fois reclassés, les règles prévues pour les ouvriers ou les contractuels. Ils ne pourront donc plus se prévaloir de leur ancienne qualité de technicien d'exécution ou d'agent de maîtrise spécialisé pour réclamer ultérieurement un avantage propre aux fonctionnaires.

II.2. Démission ou admission à la retraite.

Quelle que soit leur ancienneté de services de fonctionnaire, les personnels qui deviendront ouvriers devront démissionner du corps des techniciens d'exécution ou de celui des agents de maîtrise spécialisés. Il en sera de même pour les personnels qui réuniront moins de quinze ans de services de fonctionnaire et deviendront agent sur contrat.

Les personnels qui réuniront au moins quinze ans de services de fonctionnaire et deviendront agent sur contrat devront demander leur admission à la retraite avec jouissance différée.

II.3. Retraite.

II.3.1. Les personnels qui deviendront ouvriers recevront une retraite ouvrière.

Sur ce point certains techniciens d'exécution et agents de maîtrise spécialisés auront tout intérêt à être reclassés en qualité d'ouvrier. Ce sont des agents qui, antérieurement à leur nomination en qualité de fonctionnaire, ne totalisaient pas tout à fait dix ans de services d'ouvrier et ne peuvent pas de ce fait, opter pour la retraite ouvrière.

II.3.2. Les personnels qui deviendront des agents sur contrat recevront une retraite de la sécurité sociale.

Ceux qui réuniront dix ans de services d'ouvrier avant leur reclassement pourront opter pour une retraite ouvrière s'ils remplissent les conditions prévues par la loi 59-1479 du 28 décembre 1959 (1).

Ceux qui auront servi quinze ans en qualité de fonctionnaire pourront prétendre à une pension de fonctionnaire à l'âge de 60 ans. Cette pension s'ajoutera à celle qu'ils percevront au titre du régime de la sécurité sociale.

II.4. Cotisations pour la sécurité sociale et retraite.

En ce qui concerne les cotisations pour sécurité sociale et retraite, les personnels reclassés n'auront pas à effectuer de versements complémentaires. Par ailleurs ils ne pourront recevoir de rappel sur retenues.

II.5. Services pris en compte pour les changements de groupe ou de catégorie.

Les services de fonctionnaire seront considérés comme des services ouvriers ou d'agent sur contrat pour les changements de groupe ou de catégorie dont ils pourraient bénéficier ultérieurement. En conséquence leur ancienneté sera prise en compte non pas depuis la date d'effet de leur reclassement, mais depuis la date de leur nomination en qualité de fonctionnaire, ou depuis la date de leur nomination en qualité d'ouvrier sur contrat, s'ils réunissent des services de l'espèce antérieurement à leur nomination de fonctionnaire.

II.6. Avantage pécuniaire des reclassements.

Ainsi qu'il a été précisé au paragraphe I.3 de la présente circulaire, les reclassements doivent comporter, en principe, un avantage pécuniaire.

Les techniciens d'exécution et les agents de maîtrise spécialisés qui ne perçoivent pas d'indemnité différentielle basée sur un salaire ouvrier reçoivent une rémunération inférieure à celle de leurs collègues qui bénéficient d'une telle indemnité différentielle.

L'avantage pécuniaire consenti en faveur des premiers pourra donc être supérieur à celui proposé pour les seconds.

.....

Pour le ministre de la défense et par délégation :

Le sous-directeur de la gestion et de l'administration des personnels,

Marcel MARCAIS.

(1) BO/G, 1960, p. 30.